

MARTINIQUE VILLE DE RIVIERE-PILOTE



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE PROCEDURE ADAPTEE

(Article L2123 -1, R2123-1 du Code de la commande publique)

MARCHE PUBLIC DE PRESTATION INTELLECTUELLES

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

VILLE DE RIVIERE-PILOTE

Correspondant : M Jean-François BEAUNOL, Maire, Av. des Insurrections anti esclavagistes, 97211 RIVIERE PILOTE

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches-securises.fr>

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché :

Numéro de la consultation : 2025-07

MARCHE DE CONTROLE TECHNIQUE DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION D'UNE ECOLE ELEMENTAIRE – QUARTIER EN CAMEE.

Mots descripteurs :

Contrôle technique

Classification CPV :

Objet principal : 71356100

L'avis implique :

Un marché public.

Caractéristiques principales :

Il s'agit d'un marché ordinaire

Variante

Aucune variante n'est autorisée

Prestations divisées en lots :

Non.

Durée prévisionnelle du marché ou délai d'exécution :

36 mois

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Aucune avance prévue.

Délai global de paiement des prestations de 30 jours.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire du marché. Interdiction de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la candidature :

Français.

Unité monétaire utilisée :

L'euro.

Situation juridique - références requises :

Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ; Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail.

Contenu de l'offre

- Acte d'engagement (AE) dûment complété (valant offre de prix).
- Note méthodologique détaillant l'organisation, les moyens et la méthodologie pour exécuter la mission.

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- Prix (50 %)
- Organisation, qualifications et expérience du personnel (30 %)
- Méthodologie (20 %)

Type de procédure :

Procédure adaptée.

Date limite de réception des offres :

22-12-2025 (12 :00)

Délai de validité des offres :

90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Renseignements complémentaires :

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur.

Les modalités de transmission des plis par voie électronique sont définies dans le règlement de la consultation

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

La candidature est présentée soit sous la forme des formulaires DC1 et DC2 (disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr), soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME).

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Date d'envoi du présent avis à la publication :

01-12-2025

Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :

Adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

Adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

Adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de la Martinique. 12, rue du Citronnier - Plateau Fofo, 97271 SCHOELCHER CEDEX CS
17103

Organe chargé des procédures de médiation :

Tribunal Administratif de la Martinique. 12, rue du Citronnier - Plateau Fofo, 97271 SCHOELCHER CEDEX CS
17103

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de la Martinique. 12, rue du Citronnier - Plateau Fofo, 97271 SCHOELCHER CEDEX CS
17103